

Dr. François Batalingaya, est le nouveau Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire au Tchad.



Pour un monde qui
accueille les personnes réfugiées





Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Dieudonné Bamouni

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Dr François Batalingaya,

Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Tchad et Coordonnateur Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-Freddy Mallo/OIM

-Adeline Tannone / OIM

-Carla McKirdy/ OCHA

-Augustin Zusanne/OCHA

-Sylvie Sona/ UNICEF

-Brice Kevin DA / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Joel Tchocke/UNFPA

-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA

-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA

-Laurent Marie-Helena/ PAM

-Raissa Tapol / PAM

- Coumba Adama Kamissoko / OMS

-NAISSEM Jonas / OMS

-Magloire Tampele/ OMS

-Aristide Dingamdoum / PNUD

-Mantar Laetitia / PUNV

-Brice Kader Tago / ONUDC



EDITORIAL: Ensemble, nous devons travailler pour un Tchad, terre d'avenir et haure de PAIX



Dr François Batalingaya,

Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire

Chères lectrices, Chers lecteurs passionnés du développement durable et de l'action humanitaire au Tchad,

Je vous prie d'accepter mes salutations les plus chaleureuses à travers votre bulletin ECHO du système des Nations Unies et ses partenaires.

Après quatre mois d'attente, j'ai finalement présenté mes lettres de créance au Président de la République du Tchad, Son Excellence Mahamat Idriss Deby ITNO, le 23 juillet dernier. Comme je l'ai exprimé au Chef de l'Etat, mes ambitions pour le Tchad sont immenses, et nous devons travailler ensemble, main dans la main, pour relever les défis à tous les niveaux, pour hisser le pays à la place qui est la sienne dans le concert des nations.

De toutes ces diversités culturelles, artistiques et mosaïques, ainsi que des richesses que le pays offre, les Nations Unies sont et resteront un partenaire incontournable pour réaliser les vœux de la Vision du Tchad que nous souhaitons tous. Une vision ancrée et liée aux Objectifs de développement durable 2030.

Depuis le 1er janvier de cette année, les Nations unies et le gouvernement ont conjointement lancé la mise en œuvre du nouveau Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable UNSDCF 2024-2026, avec l'ambition de faire du « Tchad une nation pacifique, unifiée dans sa diversité culturelle, résiliente grâce à son économie transformée et offrant un cadre de vie agréable pour le bien-être de tous » à l'horizon 2030.

Malgré les multiples crises sur tous les fronts, notamment l'afflux massif sans fin de réfugiés soudanais et de retournés tchadiens à l'Est du pays ainsi que les catastrophes naturelles qui minent nos efforts, l'équipe pays et moi-même sommes en train d'élaborer des programmes conjoints ambitieux ainsi que d'autres documents stratégiques pour y faire face. Je voudrais ainsi lancer un appel à nos partenaires techniques et financiers qui nous accompagnent pour qu'ils ne relâchent pas leurs efforts, car c'est maintenant que nous avons besoin de leur engagement renouvelé pour sauver des vies et redonner l'espoir à ceux qui en ont le plus besoin.





Le Président de la République, Chef de l'Etat S.E.M Mahamat Idriss Deby Itno, a exprimé sa satisfaction quant à la traditionnelle collaboration avec le système des Nations Unies.

Dr François Batingaya, Coordinateur Résident du système des Nations Unies et Coordinateur Humanitaire au Tchad est arrivé au Tchad le 15 mars 2024, après avoir passé un peu plus de trois ans aux Comores comme Coordinateur résident des Nations Unies. Il était auparavant Chef du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en République centrafricaine. Avant de rejoindre les Nations Unies, il a travaillé pour des organisations à but non lucratif au Kenya, au Libéria, au Mozambique, au Sénégal, en Somalie, en Ouganda et aux États-Unis. Il a été, entre autres, Directeur pays de World Vision International, où il dirigea les activités humanitaires, d'urgence et de développement de l'organisation.

M. Batingaya est titulaire d'un doctorat en politique de santé publique de l'Université Walden, d'un diplôme d'études supérieures en assistance humanitaire de l'Université Fordham et d'une maîtrise en santé publique de l'Université Tulane.

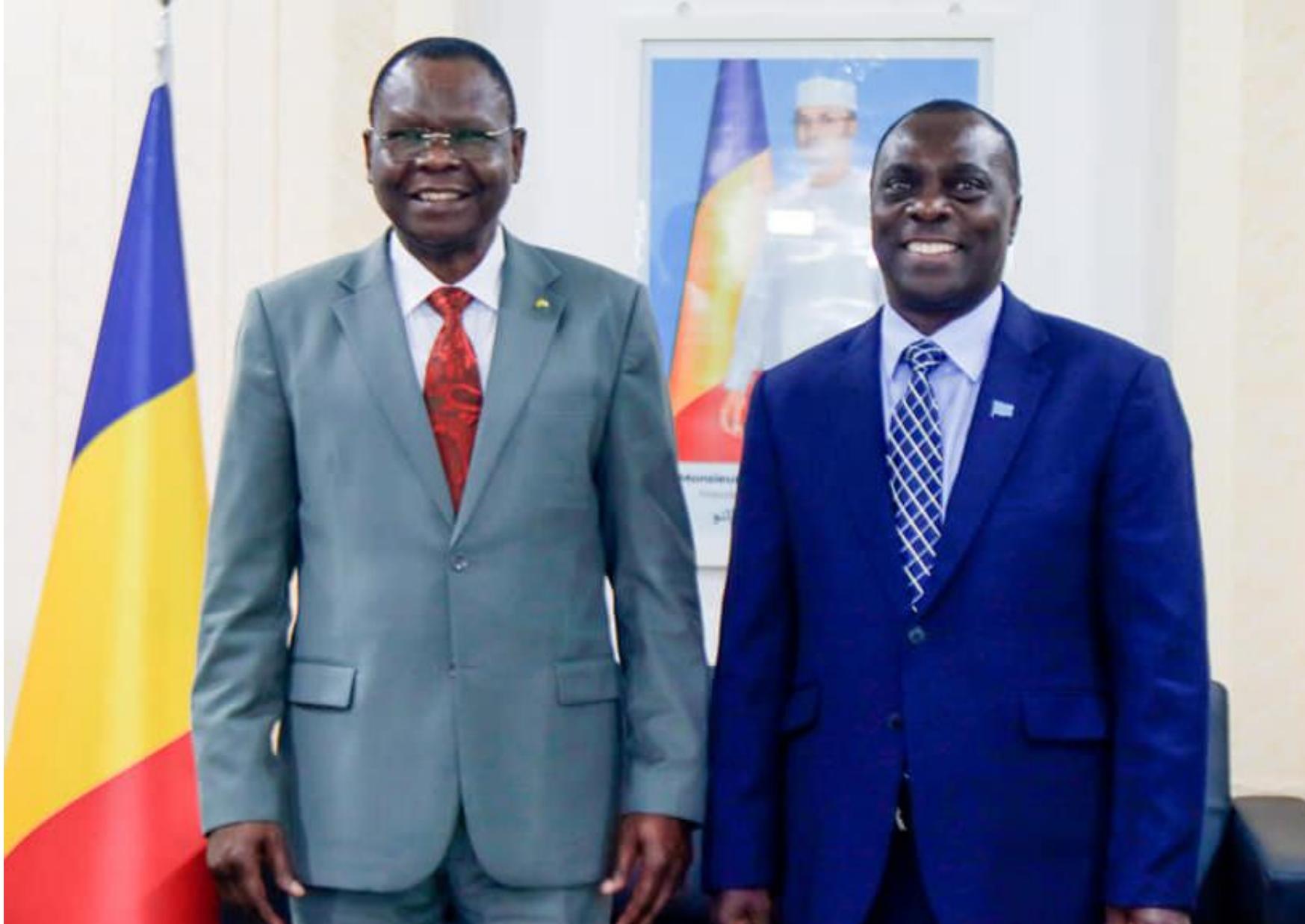
Prise officielle des fonctions du Coordonnateur résident du système des Nations Unies

Le Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordinateur Humanitaire Dr François Batingaya a présenté ses lettres de créance au Président de la République S.E. M Mahamat Idriss Deby ITNO, le 23 juillet 2024.

Au cours de cette cérémonie couplée à une audience, Dr. François Batingaya a saisi l'opportunité pour réitérer l'engagement du système des Nations Unies à soutenir le Gouvernement tchadien et le peuple tchadien dans son ensemble à atteindre pleinement ses objectifs et engagement conformément à la vision du Tchad que nous voulons et qui définit dans le Plan National de Développement. Il a aussi, fait mention que l'ONU est préoccupée par les différentes crises que fait face le Tchad,

notamment : La crise Humanitaire, la crise alimentaire et nutritionnelle, le changement climatique et bien d'autres qui sont des menaces et pèsent sur les efforts du gouvernement tchadien vers l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Dr. Francois Batingaya projette durant son mandat au Tchad d'accompagner le pays pour un envol socio-économique, du développement durable avec espoir que les filles et fils du Tchad vivent sereinement dans la paix, la cohésion sociale conformément aux objectifs et résultats identifiés de commun accord dans le Plan cadre de coopération des Nations Unies pour le développement Durable du Tchad (UNSDCF 2024-2026) en lien avec la Vision du Tchad que nous voulons.





Pour le Coordinateur résident, les questions de développement du Tchad sont les premières priorités des Nations Unies.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, accorde la priorité au Tchad, car le pays est confronté à toutes sortes de crises sans précédent, notamment le changement climatique, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécheresse et bien d'autres.

Le Tchad est également l'un des plus grands pays d'accueil de réfugiés en Afrique, avec quelque 1,8 million de personnes qui se partagent les ressources limitées du pays. De plus, la population tchadienne est menacée par les inondations en cette période de fortes pluies.

Le Premier Ministre, pour sa part, a remercié le Coordonnateur résident et Humanitaire pour son engagement renouvelé et son ouverture d'esprit à travailler en étroite collaboration, avant d'exprimer son souhait d'une collaboration fructueuse pour répondre aux besoins actuels en matière de développement et d'aide humanitaire.

Le Coordonnateur résident du système des Nations Unies reçu par le Premier Ministre l'Amb. Allah Maye Halina.

Après avoir présenté officiellement ses lettres de créance au Président de la République, Chef de l'Etat, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire Dr. François Batingaya a été reçu en audience le mardi 30 juillet 2024 par le Premier Ministre l'Ambassadeur Allah Maye Halina.

Les deux personnalités ont longuement discuté de la coopération existante entre le système des Nations Unies et le

gouvernement du Tchad, depuis l'adhésion du Tchad le 20 septembre 1960. Dans son intervention, le Coordonnateur a réitéré l'engagement de l'équipe pays du système des Nations Unies à accompagner le Gouvernement conformément au plan cadre de coopération UNSDCF 2024-2026, qui s'inscrit dans la vision du **Tchad que nous voulons**, et dans l'évolution du programme politique du Gouvernement de la 5ème République selon les 12 chantiers exprimés.





Le nouveau Représentant du HCR a présenté ses lettres de créance aux autorités tchadiennes



Le nouveau Représentant du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, M. Magatte Guisse a présenté ses lettres de créance le 03 juillet 2024, au Ministre des Affaires Etrangères.

La cérémonie symbolique a été suivie par un entretien cordial et constructif entre le Représentant du HCR et le ministre des Affaires étrangères son Excellence M. Abderaman Koulamallah. Au cours de cette audience, M. Magatte Guisse a salué « les relations privilégiées qui existent entre son Agence et les autorités tchadiennes ». Il a réitéré « l'engagement du HCR de poursuivre au côté du gouvernement tchadien, les efforts pour la protection, l'assistance et la recherche de solutions durables en faveur des réfugiés, des autres populations déplacées et des communautés qui les accueillent ». L'occasion pour le nouveau Représentant de féliciter le Tchad pour l'accueil de plus de 600 000 réfugiés soudanais depuis la dernière crise qui a commencé le 15 avril 2023. Toujours au sujet de la crise soudanaise, M. Magatte a remercié les bailleurs, l'équipe des Nations Unies, ONGs nationaux, internationaux et les acteurs de développement qui ont accompagné le HCR dans la réponse humanitaire à l'Est du Tchad.

Visite officielle de Mme Pramila Patten au Tchad

L'objectif de sa mission au Tchad est de rencontrer les autorités tchadiennes sur les questions de violences basées sur le genre, notamment en période de conflit, et en particulier de collecter et d'analyser des informations pertinentes sur la situation des violences sexuelles liées aux conflits et d'identifier les lacunes (acteurs et mobilisation des ressources) dans la réponse actuelle aux violences sexuelles liées aux conflits en raison des répercussions transfrontalières subies par le Tchad, qui ont exposé les populations réfugiées et rapatriées à des risques de

violences sexuelles. Au cours de son séjour, elle a rencontré des hautes personnalités, notamment les ministres d'État chargés des affaires étrangères, de la femme et de la justice, ainsi que le ministre de la Santé Publique et des affaires humanitaires. Au cours de ses visites, Mme Pramila a déclaré que : « Les femmes et les filles continuent d'être les principales victimes des violences sexuelles liées au conflit, notamment en raison de l'omniprésence de la discrimination et des inégalités entre les sexes avant le conflit.





Une table-ronde pour la mobilisation des fonds en faveur de la réponse humanitaire à l'Est du Tchad

L'ONU Tchad et le gouvernement demandent une augmentation des fonds pour une réponse efficace à la crise humanitaire dans l'Est du pays.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (UNHCR) et le Bureau de Coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont, conjointement avec le ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires, organisé, le 25 juin, une table-ronde à l'intention des bailleurs de fonds et le corps diplomatique. L'objectif de la table ronde était d'intensifier la mobilisation de fonds, alors que la saison des pluies s'installe et réduira les capacités opérationnelles des acteurs humanitaires à fournir l'assistance nécessaire aux personnes dans le besoin et empêchera ces dernières de recevoir l'aide dont elles ont le plus besoin. Actuellement, seuls 17 % du plan de réponse humanitaire 2024 sont financés, ce qui suscite de vives

inquiétudes. Au cours des trois prochains mois, les acteurs humanitaires auront besoin d'environ 142 millions de dollars pour relocaliser environ 150 000 réfugiés soudanais vivant près de la frontière dans trois nouveaux camps dotés de services sociaux, et fournir une aide alimentaire d'urgence et des services d'approvisionnement en eau, d'hygiène et d'assainissement à 600 000 personnes issues des communautés d'accueil et à 180 000 rapatriés.

« **En convoquant cette table ronde, le gouvernement émet l'espoir que nous en sortirons avec des engagements fermes de votre part dont les déboursments seront tout aussi rapides pour nous permettre d'éviter une catastrophe humanitaire d'ampleur inédite à l'Est avec de possibles menaces sur la sécurité collective** », a déclaré la ministre de l'Action sociale, de la solidarité et des affaires humanitaires, Mme Fatimé Boukar Kosséi.

Ce message de la ministre est renforcé par le Coordonnateur humanitaire. **“Ces vulnérabilités seront aggravées par la saison pluvieuse qui, non seulement va limiter l'accès des acteurs humanitaires à cette population et à l'opportunité de leur relocalisation, mais également cette période est propice aux maladies épidémiques qui risquent de survenir dans les conditions de surpeuplement dans lesquelles vivent ces nouveaux arrivants. Ainsi, il y a nécessité d'agir en urgence et maintenant avant que l'accès à cette population ne soit rendu impossible”**, a insisté Dr. François Balingaya. Le déficit critique de financement a déjà contraint les partenaires à prioriser les interventions de première nécessité au détriment notamment de l'éducation, des initiatives de soutien aux moyens de subsistance et à la résilience, d'une réponse globale à la violence basée sur le genre, ainsi que de la protection de l'environnement.





Les autorités tchadiennes et les partenaires humanitaires se mobilisent pour faire face aux inondations.

Ces dernières années, le Tchad a connu de graves inondations qui ont contraint des milliers de personnes à fuir leur domicile. Cette année encore, en 2024, les prévisions météorologiques annoncent de fortes pluies qui pourraient provoquer des inondations dans certaines villes du Tchad.

Pour faire face à cette catastrophe naturelle potentielle, le gouvernement tchadien, à travers la Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires et les responsables de l'Equipe Humanitaire-Tchad ont inspecté les sites dédiés pour accueillir les éventuels sinistrés

L'objectif de cette descente est de constater l'effectivité existentielle des sites d'accueil des sinistrés à l'effet d'entreprendre des actions anticipatoires notamment, l'aménagement des sites, la construction des abris, des forages et des latrines pour les potentiels sinistrés.

Après avoir mis le cap sur Toukra et Koundoul, la délégation est retournée au ministère pour une séance de briefing et d'engagement.



Le Tchad a commémoré la journée internationale du donneur de sang

Le Tchad à l'instar d'autres pays a célébré, le 14 juin 2024, la journée mondiale du donneur de sang. Sous le thème « **20 ans de célébration du don de sang : merci à tous les donneurs de sang !** », cette édition marque également le 20^{ème} anniversaire de la journée.

Le ministère de la Santé Publique, à travers le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) a organisé une série d'activités qui ont débuté le 12 juin avec des émissions interactives en plusieurs langues (arabe, sara et français) sur l'importance du don de sang diffusée sur plusieurs stations radio communautaires. En prélude à la journée, une cérémonie de lancement d'une collecte de sang auprès du personnel des agences des Nations Unies, a été organisé le jeudi 13 juin à la clinique des Nations Unies. La cérémonie a été marquée par la présence de Dr Abdelmadjid Abderahim, ministre de la Santé Publique (MSP), du Dr François Batalingaya, Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire au Tchad qui a fait un don de sang ainsi que plusieurs chefs d'agences des Nations Unies. Une dizaine de donneurs réguliers parmi le personnel des Nations unies ont reçu des attestations de reconnaissance. Au total 98 personnel des Nations Unies ont participé au don de sang au niveau de la clinique sur 118 potentiellement attendus.

Le point culminant des activités commémoratives a été la cérémonie officielle le 14 juin dans la cours du Ministère de la Santé Publique qui a été ponctuée par les discours officiels, une remise d'attestation de reconnaissance aux donneurs réguliers, aux associations de donneurs et organisations ayant œuvré remarquablement pour promouvoir le don de sang dont l'OMS. La cérémonie s'est terminée par une collecte de sang à laquelle la Représentante de l'OMS a pris part en faisant un don de sang.



Au total, cinq sites de collecte de sang ont été mis en place dans la ville et cela a permis la collecte de 194 poches de sang réparties comme suit : Clinique des Nations unies : 98, ministère de la Santé publique : 22, hôpital Bon Samaritain : 28, hôpital de l'amitié Tchad-Chine : 16 et le site du CNTS 30.

Les émissions interactives qui ont poursuivi jusqu'au 30 juin, étaient animées par différents acteurs issus du ministère, du Centre National de Transfusion sanguine, des associations de donneurs et des personnes bénéficiaires de don de sang. Des spots de sensibilisation ont été conçus et sont diffusés à travers les ondes radio et télé. Sur les réseaux sociaux, une campagne digitale a été lancée avec le soutien de volontaires des Nations Unies qui ont été recrutés.

L'OMS a apporté son appui technique et financier pour l'organisation des différentes activités y compris la coordination

en collaboration avec le MSP et les partenaires notamment le Bureau du Coordonnateur résident du système des Nations Unies (SNU).

Dans son allocution, le Secrétaire d'état à la santé Dr Abderrazzack Fouda a souligné l'importance de don de sang pour sauver des vies notamment celle des femmes et des enfants. La Représentante de l'OMS, Dr Anya Blanche, a évoqué la nécessité d'inverser la tendance du don de sang. En effet, selon elle, les dons familiaux restent prépondérants et à caractère d'urgence avec un retard de prise en charge voire des pertes de vies qui auraient pu être sauvées si des réserves de sang étaient disponibles. Elle a par ailleurs informé de l'appui de l'OMS pour la validation du draft du plan stratégique national de transfusion sanguine dans les prochains jours. Elle a invité l'ensemble des partenaires à porter un intérêt particulier sur les défis de la transfusion sanguine.



L'UNESCO s'engage pour une transformation de l'éducation au Tchad

Le Tchad fait face à des défis éducatifs considérables. La pauvreté, l'instabilité politique et le manque d'infrastructures éducatives contribuent à des taux élevés de non-scolarisation et d'abandon scolaire. La situation est particulièrement grave pour les filles et les enfants des zones rurales. Le système éducatif peu performant et résilient se caractérise par une augmentation des personnes à scolariser à tous les niveaux, à un rythme moyen annuel variant de 8 à 12 %. À peine deux tiers des enfants d'une génération accèdent à l'école depuis une dizaine d'années et environ 45 % des personnes âgées de 6 à 24 ans n'ont pas été scolarisées.

Malgré les efforts déployés et les progrès accomplis, plusieurs milliers de garçons et de filles ne sont toujours pas scolarisés. Les filles ont plus de difficultés à accéder à l'éducation et sont plus susceptibles de ne pas fréquenter régulièrement ou d'achever le cycle secondaire. Dans le même temps, les garçons courent un risque accru de redoubler, de ne pas progresser dans leur scolarité et de ne pas terminer leurs études lorsqu'ils sont à l'école.

Face à cette situation et pour construire un système résilient, le Gouvernement à travers le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique (MENPC) travaille avec l'UNESCO et d'autres partenaires, grâce au financement du Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) œuvrent pour transformer l'éducation au Tchad et la prestation de services des enseignants de manière à accroître l'accès équitable à une éducation de qualité et à garantir la réussite de l'éducation de base, en particulier pour les filles et les enfants les plus vulnérables.



Grace à ce partenariat renforcé et une approche adaptée, l'UNESCO a lancé plusieurs initiatives visant à améliorer la qualité et l'accessibilité de l'éducation d'ici 2030. Parmi les projets phares, on cite le PREAT, PEFAF et le PRET à venir : (une émanation du Pacte de Partenariat du Tchad pour transformer la qualité et la prestation des enseignants pour un système éducatif plus performant, plus équitable et plus résilient).

L'UNESCO met en œuvre des programmes de formation continue pour les enseignants, visant à améliorer leurs compétences pédagogiques et à les doter des outils nécessaires pour offrir une éducation de qualité. Cette initiative inclut également la formation en technologies de l'information et de la communication (TIC) pour moderniser les méthodes d'enseignement ainsi que l'accès aux ressources éducatives numériques. Par ailleurs, pour rendre l'éducation plus accessible, l'UNESCO compte relever de manière significative le taux d'alphabétisation, notamment parmi les femmes et les jeunes filles. Car, une éducation de qualité est essentielle pour le développement durable. Aujourd'hui, les bénéficiaires des programmes et projets de l'UNESCO expriment leur gratitude et évoquent les

changements positifs apportés par ces initiatives.

L'engagement de l'UNESCO en faveur de la transformation de l'éducation au Tchad contribue à une amélioration des conditions de vie. En renforçant le système éducatif, l'UNESCO aide non seulement à construire un avenir meilleur pour les jeunes Tchadiens, mais aussi à promouvoir la paix et la stabilité dans le pays pour un développement économique plus équitable et une meilleure résilience face aux défis futurs. Le succès de ces projets et programmes dépendra cependant d'une coopération continue et d'un engagement renouvelé de toutes les parties prenantes, y compris les autorités locales et les communautés. Avec une éducation de qualité, les enfants sont prêts à relever les défis du futur et à contribuer à bâtir des sociétés plus durables et prospères.



Renforcement de la résilience du système de santé au Tchad

L'OMS remet soixante-huit tonnes de produits médicaux et intrants au Ministère de la Santé Publique acquis sur le fonds central pour la réponse aux urgences des Nations Unies (CERF).

Le conflit armé en cours au Soudan impacte la résilience du système de santé tchadien qui doit en plus des populations habituelles offrir des services de santé de base aux retournés Tchadiens et réfugiés soudanais installés dans de nombreux camps dans quatre provinces du pays (Ennedi Est, Ouaddaï, Sila et Wadi-Fira). L'accès aux services de santé essentiels est perturbé dans lesdits camps en raison des ressources humaines et des médicaments limités.

A ce sujet, le bureau de l'Organisation Mondiale de la Santé au Tchad a remis le 15 mars 2024 au Ministre de la Santé Publique, Dr Abdelmadjid Abderahim, 68 tonnes de produits médicaux et intrants

d'une valeur de 468 892 378 de francs CFA, constitués de :

- Kits de produits médicaux pour les soins de santé primaire, couramment appelée « kits IEHK », incluant des médicaments, des consommables et du matériel médical pour toutes les tranches d'âge;
- Kits de produits médicaux pour la prise en charge des complications médicales de la malnutrition sévère aigue, appelés « kits PED SAM », comprenant également des médicaments, des consommables et du matériel médical pour les enfants de moins de 5 ans;
- Kits pour la prise en charge de cas de choléra
- Tests rapides de dépistage acquis dans le cadre d'un projet pilote visant à appuyer le district Sud de N'Djamena pour éliminer la transmission mère-enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B.

Les kits seront acheminés dans différentes provinces du pays notamment les provinces du Lac, des Mayo Kebbi Est et Ouest, des Logones Oriental et Occidental, du Moyen Chari et du Mandoul.

Les produits médicaux permettront d'assurer la prise en charge thérapeutique d'au moins 1 790 000 personnes dont 15 000 cas de complications médicales de la malnutrition chez les enfants, contribuant ainsi à la réduction de la mortalité chez les enfants et la réduction du nombre de cas liés à des maladies telles que le choléra.

Les tests de dépistage, quant à eux sont destinés au diagnostic de 7 000 femmes enceintes dans cinq

(05) centres de santé du District Sud de N'Djamena, et permettront de sauver des vies à travers la réduction de la transmission mère-enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B.

L'ensemble du don va ainsi permettre d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des médicaments essentiels au niveau des formations sanitaires et partant, contribuer au renforcement de la qualité des soins délivrés aux populations.

L'OMS remercie le fonds central pour la réponse aux urgences des Nations Unies (CERF) qui a rendu possible ce don.



Coordonnateur humanitaire visite la province du Lac

Le nouveau Coordonnateur résident des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire, arrivé il y a quelques mois au Tchad, s'est rendu pour la première fois au Lac, du 13 au 15 mai, pour constater la situation humanitaire des centaines de milliers de personnes affectées dans la province.

La province du Lac fait face à une multitude de crises qui affectent des centaines de milliers de personnes. La crise sécuritaire marquée par l'activisme des groupes armés non-étatique (GANE) crée une désolation au sein de la population, particulièrement dans les zones frontalières et sur les îles. C'est cette insécurité qui avait envoyé 18 000 réfugiés nigériens dans la province à partir de 2013 ainsi que plus de 200 000 personnes déplacées internes (PDI). Certains PDI ont été forcés à se déplacer plusieurs fois à cause des attaques des GANE. D'autres se sont déplacés de site en site en quête d'assistance humanitaire.

Les organisations humanitaires ont soutenu ces personnes en situation de déplacement à travers des assistances multisectorielles pendant des années. Cependant, les financements se sont fortement réduits, obligeant certains acteurs (comme le PAM) à suspendre leurs activités dans la province, mettant des centaines de milliers de personnes en situation de précarité notamment alimentaire et nutritionnelle aigüe. En guise d'exemple, les admissions des cas de malnutrition aigüe enregistrées entre janvier et mars 2024 dans plusieurs Districts Sanitaires du Lac et plus particulièrement dans la zone de Ngouboua sont en hausse par rapport à 2023, montrant une aggravation de la situation, et cela, avant même le début de la période de soudure qui commence.

L'arrêt des distributions du PAM, entre avril et décembre 2023, pose aussi un problème pour les 18 000 réfugiés nigériens de Dar-es-salam qui dépendent entièrement de la communauté internationale. Rappelons que le PAM a repris quelques distributions temporaires à petite échelle dans le cadre de la réponse à la soudure ou aux autres cas spécifiques rentrant dans son mandat. Au cas où ces réfugiés voudraient repartir chez eux au Nigéria, il serait urgent d'accélérer le processus de ratification de l'accord tripartite Tchad-UNHCR-Nigéria, pour entamer les rapatriements volontaires si les conditions s'y prêtent.



Il faut ajouter à ces crises des épisodes d'inondation pluviale et fluviale, conséquence du changement climatique, qui affectent de plus en plus de personnes dans la province. Ces dernières années, des dizaines de milliers de personnes ont été affectées dans la Province du Lac, obligées parfois de se déplacer pour se mettre à l'abri. En 2022, plus de 250 000 personnes étaient touchées dans les quatre départements de la province, tandis qu'à la fin décembre 2023, plus de 33 000 personnes dans la zone de Kiskra (département de Foulï) ont été affectées, avec plus de 4000 hectares de culture détruits.

Un programme provincial de résilience communautaire s'impose pour apporter des solutions durables à toutes ces personnes. Quelques initiatives des agences existent déjà, à l'exemple du L'assistance aux Déplacés, Retournés et Communauté hôte sur le site de Ngourtokoumboua ; l'Appui à la production agricole dans le polder de Melea et Kagalom en faveur de la communauté hôte et déplacée par le PAM . **« nous devons concevoir un programme global ambitieux qui s'appuie sur ces initiatives existantes afin d'apporter des solutions durables aux déplacements**

forcés », a déclaré le Coordonnateur humanitaire à l'issue de sa mission dans la province.

Plus de 10 ans d'assistance humanitaire, malgré les énormes réalisations des agences et des ONG, les perspectives solides de reconstruction humaine des populations assistées restent quasi-nulles par manque de programmes adéquats de développement. Le nexus humanitaire-développement-paix, qui devait combler le gap entre l'assistance humanitaire et les actions de développement n'est pas suffisamment soutenu. Il est important que le gouvernement renforce son appropriation de cette initiative pour le bien des populations vulnérables de la Province du Lac.

Pour arriver à vivifier le nexus, il est important que les acteurs humanitaires et de développement travaillent davantage ensemble, en considérant leurs avantages comparatifs, pour satisfaire les besoins fondamentaux des populations. Cela, d'autant que la crise du bassin du Lac Tchad, déjà négligée, est en passe de devenir une crise oubliée.

Le Gouvernement et les Nations Unies lancent un projet de paix au Tchad

Le Gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies ont officiellement lancé le projet "Promouvoir la Réconciliation Nationale et la Cohésion Sociale à travers la mise en place des commissions de paix et de réconciliation. Mise en œuvre par l'OIM et le PNUD, ce projet devrait veiller à la prévention et à la bonne gestion des conflits liés à la cohabitation pacifique et la cohésion sociale et la promotion de la culture de la non-violence, le dialogue participatif et inclusif pour une réconciliation et une paix durable au Tchad.

Un contexte de paix et de sécurité fragile

Le Tchad fait face à un triple défi sécuritaire - humanitaire - développement dans un contexte d'urgence climatique face auquel il est l'un des plus vulnérables. La participation limitée de certains groupes sociaux, notamment les jeunes hommes et femmes, à la prise de décision et donc aussi à la prévention et à la résolution des conflits, contribue au renforcement de ces divisions sociales et des conflits. Le climat d'insécurité, le contexte d'instabilité politique de la sous-région en général et des pays frontaliers en particulier ainsi que les différents trafics illégaux, amplifient les inégalités socioéconomiques au détriment des plus jeunes et des femmes et les exposer au risque de la radicalisation et de l'enrôlement dans des groupes armés dont ils sont des cibles privilégiées.

En plus de la menace des groupes rebelles, le pays est en proie à des situations de conflits communautaires qui ont causé plus de 400 morts en 2022 uniquement, à l'extrémisme violent mais aussi aux effets du changement climatique qui forcent des dizaines de milliers de personnes à se déplacer, mais, et surtout, ont des corollaires sur la sécurité, la cohésion sociale ainsi que la paix et la stabilité. A cela s'ajoute la rareté des terres et des ressources, aujourd'hui exacerbée par les effets du changement climatique, ainsi que la compétition pour obtenir des terres fertiles déclenche continuellement des migrations internes avec les conséquences souvent graves.



La récurrence de ces diverses tensions et facteurs de conflits démontre le besoin urgent de renforcer les mécanismes traditionnels de résolution des conflits et de soutenir la capacité des autorités à identifier, prévenir et gérer rapidement les conflits potentiels avant qu'ils ne deviennent violents. C'est ainsi que le système des Nations Unies à travers l'OIM et le PNUD mettent en place ce projet qui va contribuer à la diffusion des mécanismes provinciaux de paix et réconciliation visant à la prévention, la réconciliation et à la gestion des potentiels conflits et crises pouvant affecter la sécurité, la stabilité et la cohésion sociale au Tchad.

Le train est en marche...

La réunion du Comité de pilotage ayant servi de lancement officiel dudit projet a, non seulement, permis

de mettre en place des commissions de paix mais aussi de valider le plan de travail 2024 afin d'enclencher la mise en œuvre des activités sur le terrain. A noter qu'un atelier a eu lieu le lendemain en présence des représentants des mairies de N'Djamena, les leaders traditionnels et religieux, la société civile et le PNUD pour présenter le plan de travail conjoint, le décret portant création des commissions de paix et d'identifier les prochaines étapes.

Faudra-t-il noter que ce projet couvre huit (08) provinces à savoir la Tandjilé, le Mayo Kebbi Ouest, le Chari Baguirmi, le Borkou, l'Ennedi Ouest, le Tibesti, le Bar-El Gazal et la ville de N'Djamena avec le financement du Fonds de consolidation de la Paix (PBF).



L'UNICEF intervient d'urgence pour contenir la crise de l'hépatite E dans les camps de réfugiés à l'Est du Tchad.

L'UNICEF contribue à la réponse à l'épidémie d'hépatite E qui a été déclarée dans les camps de réfugiés d'Aboutengue et Mitche (district d'Adré). Depuis février 2024, plus de 2 300 cas d'hépatite E ont été enregistrés dans les provinces du Ouaddaï et du Hadjer-Lamis, plus précisément à Adré et à Allacha. Pour contrer la progression de l'hépatite E ainsi que d'autres maladies hydriques dans les localités affectées, l'UNICEF avec le soutien financier des Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire (ECHO) mène des actions de désinfection des latrines et de distribution de kits d'hygiène à plus de 6 500 ménages. Par ailleurs, des activités de sensibilisation sont en cours dans les

camps de réfugiés, visant l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène contribuant ainsi à rompre la chaîne de transmission de la maladie.

Ces interventions ciblent une population de 305 000 personnes dont prioritairement des groupes vulnérables à savoir les ménages avec des femmes enceintes ou allaitantes, les ménages avec des enfants de moins de 5 ans et les ménages avec des personnes en situation de handicap.

Avec le soutien continu de ses partenaires, l'UNICEF travaille pour améliorer les conditions de vie dans les camps de réfugiés et prévenir la propagation des maladies.

L'UNICEF soutien la participation de deux jeunes tchadiens à l'Atelier de plaidoyer des jeunes pour l'éducation en Afrique.

DJIMTEBAYE Succès et MINGUEMADJI Elodie, deux jeunes tchadiens U-Reporters, ont pris part du 21 au 24 mai 2024 à l'Atelier de plaidoyer des jeunes pour l'éducation en Afrique, organisé à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Cette rencontre avait pour objectif d'élaborer une stratégie de plaidoyer globale des jeunes pour influencer la transformation de l'éducation en Afrique. Organisé par le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique centrale et de l'Ouest et UNICEF Côte d'Ivoire, cet atelier a réuni une trentaine de jeunes leaders issus de 13 pays africains.

A travers diverses activités, les participants ont acquis des compétences en matière de stratégies et techniques essentielles de plaidoyer, et ont

contribué significativement à l'élaboration d'actions concrètes pour faire face à la crise de l'éducation que traverse le continent.

Cet atelier a également été pour ces jeunes, un moment de réseautage et de partage d'expériences sur des initiatives à succès réalisées dans leurs pays respectifs.

De retour à N'Djaména, les deux participants tchadiens organisent plusieurs sessions de restitution auprès de leurs pairs, afin de transmettre les connaissances et compétences acquises et de mobiliser davantage de jeunes autour de la question de l'éducation au Tchad.



UNICEF et Airtel poursuivent la digitalisation de l'école tchadienne



Après le Lycée Féminin de N'Djaména, le Lycée Technique Industriel et la Direction de la Formation de l'Enseignement, le Lycée d'Enseignement Technique Commercial de Sabangali à N'Djaména, a bénéficié le 14 mai 2024 d'une connexion internet haut débit gratuite pour une durée de 5 ans. Cette initiative s'inscrit dans le partenariat UNICEF Tchad et AIRTEL Tchad, visant à offrir de meilleures conditions d'apprentissage et de formation aux élèves.

En 2022, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a

signé un partenariat régional avec Airtel Africa visant à accélérer l'apprentissage des enfants en connectant les écoles à internet et en assurant un accès gratuit aux plateformes d'apprentissage dans 13 pays d'Afrique, dont le Tchad.

Au Tchad, ce partenariat prévoit la fourniture gratuite de la connexion internet à 13 lycées, la fourniture gratuite de la connexion internet et d'équipements informatiques à 23 écoles normales d'instituteurs et la fourniture gratuite de SMS pour la promotion de l'éducation digitale des jeunes à travers la plateforme U-Report.



Le Lac, une province en proie à la malnutrition infantile au Tchad

Le moral de Bintou est au plus bas et sa crainte pour les prochains jours est palpable. Elle traverse une épreuve déchirante depuis sept mois : le décès de sa fille, emportée par une hémorragie à la naissance de la petite Alima, à leur domicile à Amma. Dans cette tourmente, Bintou doit néanmoins puiser en elle-même la force nécessaire pour soutenir sa petite-fille Alima, qui se bat pour survivre.

À sept mois, Alima est victime de malnutrition. Sa respiration difficile, ses traits émaciés et ses pleurs incessants témoignent de sa souffrance. « Ma fille a perdu la vie il y a quelques mois de cela.

Je refuse de revivre ce cauchemar avec ma petite-fille » murmure Bintou, animée d'un sentiment d'impuissance face à l'état critique d'Alima. Bintou, déjà accablée par la perte de sa fille, lutte pour s'occuper d'Alima et des sept autres enfants dont elle a la charge.

Les maigres provisions reçues grâce à la générosité des populations de Amma, peinent à nourrir toute la famille. Amma est un village de la province du Lac qui enregistre de nombreux cas de malnutrition. En mars 2024, le centre de santé du village a enregistré 59 cas, dont 28 guérisons et 31 cas encore sous traitement.

Trois mois plus tôt, Alima avait déjà été atteinte de malnutrition, mais ne présentait pas un tel degré de gravité. Après une consultation de routine à domicile, elle avait été hospitalisée pendant 17 jours à l'unité nutritionnelle thérapeutique de l'hôpital du département de Foulï, où une bonne prise en charge avait permis sa guérison. Quelques semaines après son retour à la maison, pourtant, l'état du bébé s'est de nouveau aggravé. Pour prévenir la malnutrition à Amma, Thimothée le responsable du centre de santé et son équipe mènent des actions de sensibilisation sur l'alimentation infantile. Des démonstrations pratiques sur la préparation de bouillies enrichies sont aussi organisées pour les mères.



A Kaya dans la province du Lac, l'hygiène et l'assainissement sont désormais l'affaire de tous.

Dans un silence attentif, Saleh Ali se faufile au milieu de la foule pour expliquer chacune des illustrations de sa boîte à images. « Souvenez-vous, votre état de santé dépend beaucoup des mesures d'hygiène que vous adoptez » insiste-t-il. Pêcheur de profession, Saleh s'est engagé depuis 6 mois comme relais communautaire. Il fait partie d'un groupe de dix personnes qui parcourent au quotidien le site des déplacés de Kaya afin de sensibiliser les communautés aux bonnes pratiques d'hygiène. Pour lui, cet engagement est sa contribution à la protection des populations face aux maladies liées au manque d'hygiène. « Au début, nous étions parfois méprisés car les gens ne connaissaient pas l'importance de notre travail ; quatre ou cinq personnes seulement participaient à nos séances de sensibilisation. Maintenant, ils ont compris les risques liés aux maladies nous avons de très bons rapports. » Saleh Ali.

Saleh explique que la défécation à l'air libre sur le site est désormais un fait très rare ; cependant, il insiste sur la nécessité de mettre en place des mécanismes d'entretien des latrines, soulignant la nécessité d'éviter un retour aux anciennes pratiques.

Le site des déplacés de Kaya abrite plusieurs communautés, principalement originaires des îles du Lac. Elles ont afflué en grand nombre depuis 2020, fuyant les attaques du groupe armé Boko Haram et les catastrophes naturelles telles que les inondations et la sécheresse. Très rapidement, l'accès à l'eau potable et la prévention de la défécation à l'air libre ont été des défis majeurs.

Achta Abakar, relais communautaire et dont la maison est équipée d'une latrine, se souvient de l'époque où tout le monde déféquait en plein air, à son arrivée sur le site en 2021.

En tant que relais communautaire, elle veille à l'état des latrines dans les ménages et insiste sur les mesures d'hygiène, en particulier pour les enfants.

Dans le camp, l'accès à l'eau potable est aussi un défi majeur. Pour y remédier, l'UNICEF et la Fondation Veolia ont installé une unité mobile de traitement de l'eau, qui permet de fournir de l'eau potable à près de 10 000 personnes en purifiant l'eau puisée dans le Lac.

Les équipes de l'UNICEF ne se sont pas contentées de mettre le matériel à disposition. Elles ont travaillé à mettre en place des mécanismes pour que les communautés prennent en charge la gestion des installations. Issa Mahamat le chef du site, en est le premier responsable. Soutenu par une équipe de huit personnes, il veille à la gestion et au bon fonctionnement des installations. D'un commun accord,

les populations ont instauré des contributions forfaitaires par ménage, permettant l'achat du carburant et du petit matériel nécessaire au fonctionnement de la machine.

« Tout se passe bien jusque-là. Vu qu'il y a de l'affluence tous les jours, nous arrivons à récolter suffisamment pour garantir le fonctionnement des machines » affirme Mahamat Issa.

« Regardez le hangar qui protège le bladder d'eau. Il a été fabriqué par les villageois eux-mêmes et démontre de l'intérêt que nous avons pour ces installations » ajoute-t-il.

Djido Oumar se dit très satisfait des actions menées. Superviseur du projet pour le compte de l'ONG locale Initiative humanitaire pour le développement (IHDL), une organisation partenaire de l'UNICEF, il souhaite que de telles initiatives soient renforcées pour mieux pérenniser les acquis.





Pour chaque enfant de la province du lac, un acte de naissance

C'est un jour important pour Ndjangatta et son fils !

Dans le nouveau guichet unique d'enregistrement des naissances, installé au sein de l'hôpital provincial de la ville de Bol, dans la province du Lac, Ndjangatta, 23 ans, vient de recevoir l'acte de naissance de son fils Gabohina, né il y a 3 mois.

Ndjangatta a accouché à la maison. C'est lorsqu'elle s'est rendue à la maternité de l'hôpital pour une consultation que la sage-femme, tout en lui expliquant le calendrier de la vaccination, lui a expliqué pourquoi il était si important pour son enfant d'avoir un état-civil, et lui a parlé de la mise en place d'un guichet qui délivrait gratuitement des actes de naissances. Dès son retour à la maison, elle a informé son époux pour qu'ils viennent sans tarder déclarer la naissance de leur enfant. « J'ai appris pourquoi c'était important pour mon enfant d'avoir un acte

de naissance. Quand il sera plus grand, il l'aura et il sera prêt ». Le guichet unique d'enregistrement des naissances a été installé en novembre 2023 à l'hôpital provincial de Bol. Mis en place par l'UNICEF grâce à l'appui financier de l'Union Européenne, en collaboration avec le gouvernement et l'Agence Nationale des Titres Sécurisés du Tchad, il permet de délivrer gratuitement et en quelques minutes des actes de naissance aux enfants nés à la maternité, aux enfants qui viennent pour la vaccination de routine et aux enfants non encore enregistrés repérés par les relais communautaires.

Fatimé El-Hadj Mahamat, 25 ans, est la responsable du guichet d'enregistrement des naissances de l'hôpital de Bol. Chaque matin, elle se rend à la maternité de l'hôpital, pour voir s'il y a des nouveau-nés.

Outre sa visite matinale à la maternité de l'hôpital, Fatimé se rend également chaque vendredi au centre de santé de la ville de Bol. « Dans le centre de santé, les enfants qui viennent chaque mercredi et jeudi pour la vaccination de routine et qui n'ont pas d'acte de naissance, sont enregistrés par les agents de santé dans le bulletin vaccinal de déclaration des naissances, que je reçois chaque fin de semaine ». Fatimé est aussi en contact avec les relais communautaires qui travaillent dans les centres de santé des villages environnants, ce qui lui permet de

recevoir de leur part des déclarations de naissances.

Une fois toutes ces informations en sa possession, Fatimé peut contacter les parents, pour leur expliquer l'importance de l'enregistrement des naissances, et enregistrer leur enfant s'ils lui ont déjà attribué un nom.

Parfois, malgré les sensibilisations, certains parents ne comprennent pas l'importance de l'enregistrement des naissances, et refusent de venir récupérer l'acte de naissance de leurs enfants. Pour Fatimé, c'est un défi qui n'est pas insurmontable.



« Dans ma famille et dans mon quartier, quand il y a un baptême où une cérémonie, je n'hésite pas à aller faire des sensibilisations. J'aime ce travail, ma motivation est que chaque enfant ait un acte de naissance ».



Les autorités et acteurs humanitaires s'activent main dans la main pour la cohabitation pacifique entre réfugiés et population hôte dans le département d'Iriba

Le bureau terrain du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés à Iriba dans la province de Wadi-Fira a organisé du 12 au 14 juin 2024 une caravane de sensibilisation sur le bon vivre ensemble entre les communautés hôtes et les réfugiés. Cette activité de sensibilisation et d'information a touché quatorze villages et trois sites organisés dans le département d'Iriba qui compte 125 437 réfugiés soudanais au 31 mai 2024.

Haggar a estimé que cette activité arrive à point nommé et mérite d'être organisée partout où vivent les réfugiés et les Tchadiens. « Elle permettra de mieux connaître les défis auxquels sont confrontés les réfugiés et les contributions qu'ils peuvent apporter à leur nouvelle communauté. Cette compréhension peut conduire à une plus grande acceptation et à un meilleur soutien des projets de développement conjoint » a-t-il déclaré.

Cette caravane a été organisée par le HCR et son partenaire CIAUD (Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement) avec l'appui de la communauté humanitaire et portée par les autorités administratives, traditionnelles dudit département marquée par une forte participation des deux communautés (tchadienne et réfugiée). L'objectif de cette activité était de promouvoir le vivre ensemble et le dialogue intercommunautaire afin d'améliorer la coexistence pacifique et de pérenniser les interventions socio-économiques en faveur des populations réfugiée et hôte. Lors de cette caravane, la promotion de l'éducation, la prévention et la gestion à la paix ont également été faites à travers les différentes interventions. Sur le site organisé de Iridimi, le Sultan de Dar-Zagawa, M. Bokit Abderaman

Dans les villages hôtes et sur les sites de réfugiés, toutes les activités organisées durant cette caravane ont contribué à renforcer la cohésion et la résilience des populations à travers des gestes et actions symboliques (expositions, théâtres, match de football, causerie éducatives, ...).

Pour le préfet du département d'Iriba, M. Brahim Mahab, les plus hautes autorités du pays accordent une place de choix à la paix à travers la cohabitation pacifique entre les réfugiés et les Tchadiens. « Le Tchad continuera à respecter ses engagements internationaux en ce qui concerne l'asile. Je demande aux réfugiés de respecter les lois du pays qui les accueille » a-t-il confié sur le site de Touloum.

Mission de familiarisation du nouveau Représentant du HCR dans la province du Ouaddaï

Moins d'une semaine après la présentation de sa lettre de créance aux autorités tchadienne à N'Djamena, le Représentant du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, monsieur Magatte Guisse a effectué sa première mission de terrain dans la province du Ouaddaï du 08 au 19 juillet 2024.

Au cours de cette mission, monsieur Magatte a eu de fructueuses rencontres avec les autorités administratives (au niveau provincial et départemental). Il a échangé avec les acteurs humanitaires opérant dans la province, les leaders réfugiés et de la communauté hôte. Il a aussi visité les infrastructures, la frontière d'Adré (l'un des points d'entrée des réfugiés soudanais au Tchad) et les sites nouvellement aménagés et les anciens développés dans la province (metche, Aboutengue, Kouchagouine Moura, Gaga, Treguine, Bredjine, Abougoudam, ...)

Monsieur Magatte a été accompagné durant toute la période de sa mission par le Secrétaire Général de la province du

Ouaddaï et l'Administrateur Principal de la CNARR (Commission Nationale d'Accueil des Réfugiés et des Rapatriés). Les visites sur les anciens et nouveaux sites aménagés lui ont permis de discuter avec les leaders réfugiés et les comités mixtes (réfugiés et population hôte) afin de mieux comprendre leurs défis, leur perception sur l'assistance fournie et leur vision sur le moyen / long terme et la dynamique du Nexus Humanitaire - Développement.

A Abéché, chef-lieu de la province du Ouaddaï, monsieur Magatte a pris part au forum de réflexion sur les escortes armées au Tchad du 16 au 18 juillet 2024. A la clôture des travaux, au nom du Coordonnateur Résidence et Coordonnateur Humanitaire, il a témoigné son optimisme aux participants en ces termes : « ce forum constitue une étape, un premier pas de géant dans un processus pour lequel nous devons tous œuvrer pour atteindre notre but commun qui est de joindre nos efforts pour que l'assistance humanitaire atteigne les populations affectées en toute sécurité ».



Le HCR vulgarise la Loi n°027/PR/2020 du 31/12/2020 portant Asile en République du Tchad et son décret d'application auprès des institutions bancaires et de micro-crédits

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, HCR a organisé ce mercredi 29 mai 2024, un atelier de vulgarisation de la loi d'asile qui a ciblé les institutions bancaires et de micro-crédits. L'objectif de l'atelier était d'une part de faire mieux comprendre aux institutions bancaires et de micro-crédits, les textes de lois sur les droits des réfugiés et d'autre part, de réfléchir sur les voies et moyens qui permettront aux communautés de réfugiés d'accéder aux services fournis par ces institutions. Ce, conformément à l'esprit de l'article 61 du décret d'application de la loi d'asile qui dispose : « le gouvernement de la République du Tchad facilite l'inclusion socioéconomique des réfugiés en vue de leur autonomisation à travers des actions prioritaires (...) dont la reconnaissance des documents délivrés par les autorités compétentes et l'accès aux crédits, microcrédits et subventions ».

Outre la participation de ministères stratégiques, des partenaires des agences des Nations Unies et Organisations Non Gouvernementales, de la coordination humanitaire et d'agences de l'État comme l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS), l'atelier a vu la participation des principaux bailleurs et Agences de développement tels qu'ECHO (la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne), l'Agence Française de Développement et le PNUD.



A l'ouverture de cet atelier, M. Mahamat Abdramane Yacoub, Administrateur Principal de la CNARR a rappelé que l'appropriation de la loi d'asile et son décret d'application par les institutions bancaires et de microcrédits facilitera aux réfugiés l'accès à tous les services bancaires et de bénéficier des microcrédits qui leur permettront sans nul doute de mener des activités génératrices de revenus qui les rendront autonomes à court et moyen termes. L'atelier a également été une occasion pour faire une présentation des différents profils des réfugiés et mettre en exergue leurs principales catégories socio-professionnelles. Un moment tout indiqué pour M. Abdoul Kadir Bello Mamadou, président du groupement Action des réfugiés pour le développement de témoigner combien l'accès aux services et crédits bancaires pourrait contribuer davantage à l'insertion économique et à l'autonomisation de son projet au Tchad.

« Avoir un compte bancaire pour notre organisation nous permettra d'avoir facilement l'accès au financement » témoigne-t-il tout plein d'espoir. Dans son allocution, le Représentant Adjoint du HCR, Monsieur Dossou Patrice Ahouansou a indiqué que « le HCR encourage l'accès aux services financiers pour les réfugiés et d'autres groupes vulnérables dans les communautés d'accueil. Nous nous efforçons de faire connaître le potentiel commercial qui réside dans la clientèle des réfugiés et de surmonter les restrictions et les barrières à l'accès ».

Les différentes présentations au cours de cet atelier ont permis d'une part, de partager les statistiques sur les réfugiés en les mettant en corrélation avec la disponibilité et la présence des services bancaires dans les zones d'installation des réfugiés et d'autre part de partager la

cartographie des associations et groupements de réfugiés au Tchad tout en mettant en exergue les principales catégories socio-professionnelles.

Des recommandations ont été émises principalement par les banques et institutions de micro-crédits, à l'endroit des autorités en vue de la levée des restrictions à l'accès à leurs services, par les réfugiés : explorer les possibilités d'organiser des missions conjointes entre HCR, partenaires humanitaires, les institutions bancaires, de micro-crédits et les bailleurs, à Gaga dans le Ouaddaï, pour évaluer les opportunités économiques que le marché peut offrir et solliciter auprès du ministère des Finances une exemption pour les réfugiés quant à l'obligation d'avoir un Numéro d'Identification Unique pour ouvrir un compte en banque.



Campagne nationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines

Le Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance lance la campagne tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines. C'est à travers une cérémonie ce 5 juillet 2024 à la Maison Nationale de la Femme, présidée par la Ministre d'Etat, Ministre de la femme, Amina Priscille Longoh en présence de la Représentante de l' UNFPA TCHAD. Placée sous le thème « Sa voix, son avenir ! investir dans les mouvements dirigés par des survivantes pour mettre fin aux mutilations génitales féminines », cette campagne est lancée à l'occasion de la célébration en différé de la journée tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines. La représentante de UNFPA madame Yewandé Odia a indiqué la mutilation génitale

féminine constitue une violation grave des droits des femmes et des jeunes filles qui met en péril leur santé physique et mentale et limite leur capacité à mener une vie saine et épanouie. Elle augmente les risques de douleurs, d'hémorragies et d'infections graves, tels que les IST et VIH sans compter les autres complications, notamment les risques lors de l'accouchement qui peuvent mettre en péril la vie de la mère et de l'enfant. C'est pourquoi, nous devons amplifier la voix des survivantes afin de sensibiliser et d'inspirer une action collective, mais également de promouvoir leur pouvoir et leur autonomie en veillant à ce qu'elles jouent un rôle actif dans les interventions de prévention et de réponse au Tchad.

UNFPA renforce la capacité des sages femmes



Le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et des sports, représentant le Ministre de la Jeunesse et des Sports a présidé le 27 juillet 2024, la cérémonie de clôture de la session de formation de la deuxième cohorte des volontaires sages-femmes et enseignants en présence de la représentante résidente de l'UNFPA au Tchad.

Au total 100 sages-femmes et 100 enseignants qui ont reçu les attestations de fin de formation. Cette activité qui s'inscrit dans le cadre du projet « Engagement des volontaires pour le Développement Durable au Tchad » est mis en œuvre par ANVOLT avec l'appui technique et financier de l'UNFPA. Les formations se sont déroulées à Sarh, Moundou et N'Djamena. Ces enseignants et sages-femmes seront déployés sur le terrain et vont contribuer à l'atteinte de la vision de l'UNFPA afin de réaliser un Tchad pour que :

- ✓ Tous les accouchements soient sans danger,
- ✓ Toutes les grossesses soient désirées,
- ✓ Chaque jeune accomplisse son plein potentiel.

A Sarh, les adolescents et jeunes sensibilisés sur la santé sexuelle reproductive

Ce sont environ 100 jeunes élèves, dont une trentaine des filles du lycée - collège de Référence Scientifique de Sarh qui ont participé à une séance de sensibilisation sur l'Éducation à la Vie et à la Santé de la Reproduction (EVSR). Grâce au groupe des facilitateurs de Sarh, ces jeunes sont édifiés sur l'utilisation des moyens modernes de

contraception contre les grossesses non désirées et sur la protection de la contamination par les IST/VIH/SIDA. L'UNFPA soutient le gouvernement pour la promotion et la vulgarisation des manuels sur l'EVSR qui est un outil essentiel pour la protection, l'autonomisation et scolarisation des filles.



La Journée mondiale des réfugiés

À Goré au Sud du Tchad dans le camp des réfugiés d'Amboko, la célébration était plus particulière. L'UNFPA TCHAD, UNHCR Tchad et les autorités locales ont apporté leur soutien et leur solidarité aux réfugiés à l'occasion de cette journée dédiée pour la défense des droits des réfugiés. L'ambiance était colorée entre concours Miss des réfugiées, sketch sur les violences basées sur le genre, jeux-concours sur l'Éducation à la Vie et à la santé de Reproduction (EVSR), sur la Consultation Prénatale (CPN) et sur les méthodes contraceptives. Des kits de dignité ont été distribués à plusieurs bénéficiaires. Un stand de l'UNFPA était également animé par quatre sage-femmes



UNFPA qui proposent des services en santé de la reproduction et en planification familiale, touchant 545 personnes. L'UNFPA réaffirme sa solidarité et son soutien envers toutes les personnes déplacées par les conflits et les persécutions.



AUTONOMISATION DES FEMMES GRÂCE A LA TRANSFORMATION DES PRODUITS LOCAUX

A Sarh dans le moyen chari au Tchad, avec l'appui de l'UNFPA les femmes prédicatrices s'épanouissent dans la fabrication de savon et pommade à travers les produits locaux. Constituées en groupement au-delà des activités génératrices de revenus qu'elles font, ces femmes impactent leur communauté en

sensibilisant sur la santé sexuelle et reproductive ainsi que la lutte contre les violences basées sur le genre. Pour l'UNFPA, l'autonomisation des femmes, la promotion de leur accès à la prise de décision et leur accès aux services de santé sexuelle et reproductive est la voie pour un développement plus équitable et durable.





113

UN Volunteers in Chad

April 2024



69 Men



44 Women



77 National



36 International

Categories

19 Community

85 Specialist

08 Youth

01 Expert



5 choses qui favorisent les droits des femmes et des filles en matière de santé



1

PROTECTION contre la violence physique, émotionnelle et sexuelle

2

ELIMINATION du mariage d'enfants

3

D'AVANTAGE de fonds pour la santé des femmes et des mesures pour lutter contre les préjugés sexistes dans la recherche en matière de santé

4

Des expériences de grossesse et d'accouchement sûres et **RESPECTUEUSES**

5

Des **SOINS** de **SANTE** qui offrent un accès à la contraception et à des avortements sûrs